

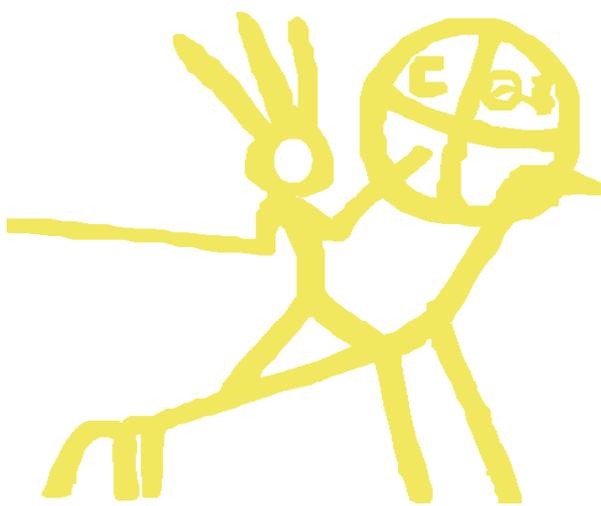
REVUE

**De l'Institut de Recherches en
Sciences Humaines-IRSH**



Mu kara sani

N° 038



Mu Kara Sani N° 038, Décembre 2023

© Décembre 2023. Tous droits réservés

ISSN 0257-1838



0257-1838

Composition : IRSH

Tél : +227 20725808

N° 038

DECEMBRE 2023

Mu kara sani

N° 038

Mu Kara Sani, 2023. N° 038
Université Abdou Moumouni de Niamey
Institut de Recherches en Sciences Humaines - IRSH
BP : 318 Niamey-Niger
Email : mukarasani@gmail.com
© Décembre 2023. **Tous droits réservés**
ISSN 0257-1838



0257-1838

Composition : IRSH
Tél : +227 20725808

Université Abdou Moumouni de Niamey
Revue de l'Institut de Recherches en Sciences Humaines
Mu Kara Sani

Directeur de publication

Pr Seyni Moumouni
IRSH/Université Abdou Mou-
mouni de Niamey/Niger

Responsable de la Rédaction

Dr Hamadou Issaka

Comité de Lecture

Halidou Yacouba
FLSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Alain Joseph Sissao
Université de Ouagadougou/
Burkina Faso

Zeinabou Abdou Hassane
FSJP/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Seyni Moumouni
IRSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Abdoulaye Seyni Ibrahim
IRSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Boureima Alpha Gado
FLSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Waziri Mato

FLSH/Université Abdou
Moumouni (Niger)

Abdoulaye Hotto
FLSH/Université Abdou
Moumouni de Niamey-Niger

HAMIDOU TALIBI Moussa
FLSH/Université Abdou
Moumouni de Niamey-Niger

Comité de Rédaction

Dr Hamadou Issaka
Pr Abdou Bontianti
Pr Seyni Moumouni

Edition

M. Seydou Abdouramane

Vente

Mme Fati Ousmane

Reprographie

M. Issa Halidou Sidde

Correspondants

Pr Abdou Bontianti, Pr Seyni
Moumouni (Directeurs de
recherche)

IRSH/Université Abdou
Moumouni de Niamey/Niger

Comité Scientifique

Pr Maïkoréma Zakari (Histoire)

Pr Oumarou Amadou Idé
(Directeur de recherche
Préhistoire/Archéologie)

Pr Seyni Moumouni (Directeur
de recherche, Islamologie /
Codicologie)

Pr Abdou Bontianti (Directeur de
recherche, Géographie)

Pr Youssou Mounkaila (Maitre
de recherche, Linguistique)

Dr Moulaye Hassane (Maitre
de recherche Islamologie,
Manuscrits Arabe et Ajami)

Dr Hamadou Issaka (Maitre de
Recherche, Géographie)

Sommaire

Le rôle de la culture dans la lutte pour la libération chez Cabal.....7-22

Sarr OUSMANE

L'écriture autoréférentielle dans noces sacrilèges de la treizième lune d'ayayi togoata apedo-amah.....23-42

Didier AMELA et Kofi Parfait AMOUZOU

La crise identitaire et le devenir de l'individu chez sami tchak et taha-
har ben jelloun : une lecture de la fête des masques et de l'enfant de
sable.....43-63

Kpatimbi TYR et Kodjo Dométo ALODJI

L'imagination mythique pour une préservation de la nature.....64-83

Sidi Ousmane GANDOU Fatchima épouse MAIGA

Cité-Etat dans le monde yoruba occidental (en pays shabe) : mythe ou réalité
?.....84-101

Simon AGANI

Le terrorisme des médias et les médias du terrorisme.....102-124

KOIRANGA HAMA Abdourahamane

L'inclusion des citoyens dans la gouvernance sécuritaire au Niger :
une approche partenariale de la sécurité.....125-145

NAMATA ISSA Abdoul Kader

Que peut la philosophie dans la formation d'une armée républicaine
chez Platon ?.....146-163

YACOUBA Halidou

La radio et son public au Niger : cas de la personne âgée.....164-181

ABDOULAYE SEYNI Ibrahim et ZANGAOU Moussa

Le traitement de l'information sécuritaires de la région du Lipta-
ko-Gouma par les médias audiovisuels internationaux : cas de la
chaîne France 24 Africanews et Euronews.....182-199

AMADOU LIMAN Boukari

Marcien towa et le développement de l'Afrique.....200-212

FALL Papa Abdou

Le paradigme de peuple dans la démocratie.....213-232

ALIKHMAD Madalo

Le paradigme de peuple dans la démocratie

The paradigm of the people in democracy

ALIKHMAD Madalo
Département de philosophie
Université Abdou-Moumouni/Niamey
alikhmad84@gmail.com

Résumé

Dans cet article nous avons interrogé le concept de peuple dans la démocratie. Nous avons tenté de montrer que le concept de peuple est lié à la souveraineté et à la légitimité du pouvoir de l'État. Le peuple est une notion qui a marqué la démocratie athénienne, la cité romaine et les monarchies de l'époque moderne. Le concept de peuple qualifiait à ses débuts les citoyens qui participaient aux délibérations publiques. Il était exclusif en ce que les femmes, les enfants et les étrangers ne font pas partie du peuple. Il supposait une communauté d'hommes libres. C'est la souveraineté du peuple civique qui distingue la démocratie des autres régimes. À l'époque moderne, dans une démocratie la souveraineté appartenait seulement au peuple gouverné par l'intermédiaires des représentants élus. De nos jours, dans les démocraties électoralistes, le peuple est instrumentalisé par les démagogues. La démocratie libérale confère aux hommes plus de droits, mais la valeur du peuple est négligée au profit de l'économie. C'est le respect des droits humains et l'existence d'une justice pour tous qui confère à la démocratie son efficacité.

Mots clés : peuple, démocratie, légitimité, citoyens, souveraineté

Abstract

In this article we have questioned the concept of people in democracy. We have tried to show that the concept of people is linked to the sovereignty and legitimacy of the state. The concept

of people that marked Athenian democracy, the Roman city and the monarchies of the modern era. The concept of people initially qualified the citizens who took part in public deliberations. It was exclusive in that women, children and foreigners were not part of the people. It presupposed a community of free men. It is the sovereignty of the civic people that distinguishes democracy from other regimes. In modern times, in a democracy sovereignty belonged only to the people who govern through elected representatives. Nowadays, in electoral democracies, the people are exploited by demagogues. Liberal democracy gives men more rights, but the value of the people is neglected in favor of the economy. It is the respect for human rights and the existence of justice for all that makes democracy effective.

Keywords: people, democracy, popular legitimacy, citizens, sovereignty

Introduction

Dans le contexte de la démocratie de l'antiquité à nos jours, le concept de peuple était au centre des préoccupations politiques et philosophiques. Il est une notion essentielle dans le domaine de la philosophie politique. Le peuple est fondamentalement important dans une démocratie. Il donne un sens au concept de souveraineté en ce que celui qui exerce le pouvoir, l'exerce dans le seul intérêt du peuple et non pour lui-même. Il serait impossible de parler de démocratie en faisant abstraction de son pendant nécessaire que constitue le peuple. Le peuple renvoie à la collectivité humaine et politique régie par des lois ou des coutumes communes à tous ceux qui vivent ensemble. Le peuple est l'ensemble des citoyens d'un pays, d'une nation. Une communauté humaine, des hommes vivants ensemble et qui sont soumis à une même autorité et des lois bien définies. Paradoxalement ce concept de peuple est sujet à controverses en ce qu'il incarne les notions de la souveraineté, de la légitimité qui sont essentielles dans la gestion du pouvoir de l'État. Même s'il n'a pas toujours été ainsi, le peuple est censé détenir le pouvoir politique qu'il exerce par sa volonté. Lequel peuple détermine les mécanismes d'accession de ses gouvernants au pouvoir. Aucun pouvoir n'est légitime, s'il n'est pas exercé selon la volonté du peuple souverain. La notion de peuple dans une démocratie est inhérente à la souveraineté populaire. Le pouvoir politique est une prérogative qui revient au peuple lui-même. La République est un gouvernement du peuple exercé par le peuple et pour le bien du peuple. L'exercice du pouvoir politique est une émanation du peuple. Seul le peuple est autorisé à exercer le pouvoir politique. Dans une démocratie digne de ce nom, le pouvoir politique est exercé par le peuple en vue de sa souveraineté. Le concept de peuple dans une démocratie repose sur l'idée de la responsabilité des citoyens qui attendent du système démocratique la réalisation des droits humains et l'application de la justice sociale. La démocratie comme la République donne à chaque citoyens les mêmes chances, les mêmes privilèges. Elle tente de freiner les inégalités sociales. La question du pouvoir du peuple pose problème en ce que la démocratie dans son sens véritable

n'est pas véritablement le pouvoir du peuple. Elle est le pouvoir de gouvernants, de la majorité au pouvoir. Les gouvernants abusent de leur pouvoir pour séquestrer le peuple. Le peuple est un concept difficile à élucider en ce qu'il qualifie ceux qui ont qualité à gérer les affaires publiques, une partie de la nation ou encore la partie la plus marginalisée de la nation. Le peuple a un sens péjoratif qui renvoie à la masse populaire. Dans une république populaire, l'ensemble des citoyens doivent avoir le sentiment que les identités particulières leur permettent de vivre harmonieusement bien en mettent en avant l'intérêt général sans lequel la vie en société serait un vain mot. Le peuple semble être une communauté d'hommes qui partagent les mêmes sentiments, qui vivent dans un même espace. Le terme de peuple porte en son sein sa propre revendication car chaque membre de la nation appartient au peuple. La notion de peuple avait connu une évolution liée à la manière de gouverner les hommes, de vivre sous différentes formes de gouvernement. La philosophie moderne considère que le peuple est un concept générique qui relève d'une conception philosophique. Pour Hobbes le peuple est un terme lié à la politique qui dépend nécessairement de l'existence de l'État. À la suite de Hobbes, Rousseau pense que le peuple n'est pas un agrégat d'individus mais l'ensemble de citoyens qui participent à la mise en place de la loi et qui sont liés par un contrat. Le pacte social est l'acte par lequel le peuple est peuple, le peuple est souverain.

C'est aussi sous la plume de Montesquieu que le concept de peuple revêt deux acceptions à savoir politique et juridique. Le concept de peuple chez Montesquieu est utilisé dans le sens de groupe d'hommes ayant un certain nombre de traits culturels communs et qui sont tous soumis à la même loi. On ne saurait parler de peuple là où les inégalités sociales sont lisibles ou apparentes. Les classes sociales peuvent paraître un obstacle à la réalisation de l'idéal du peuple. Un peuple est un groupe d'homme libre qui ne soit soumis à aucune domination extérieure. C'est la souveraineté qui donne au peuple toute sa qualité. L'émancipation humaine fait partie des critères de la réalisation de l'idéal de peuple, l'esclavage et l'esprit des clans ou de rang social compromettent l'esprit de l'appartenance à un peuple.

Il n'y a pas de peuple sans liberté, sans ouverture vers l'autre. La liberté est un principe fondateur de la démocratie puisqu'elle tend à faire disparaître les inégalités sociales. L'affirmation des identités particulières détruit le tissu social. Pour qu'un peuple soit véritablement un peuple, il faut que les membres de la communauté s'acceptent mutuellement, se comprennent et disparaîtront les identités particulières. Il faut faire dissiper les inégalités de races sociales. Cette situation ne peut être possible sans la mise en place d'une démocratie libérale puisque le but de la république est de donner aux hommes une éducation à la citoyenneté, à la vertu républicaine ou la sauvegarde de sa patrie. Un peuple républicain est un peuple ouvert à l'humanité par la culture des valeurs de dignité et de respect de la nature humaine. La raison d'être de toute république réside dans l'ouverture à l'humanité c'est-à-dire la réalisation de l'idéal de l'humanité. L'idéal de peuple se trouve dans l'unification des hommes, dans la culture de l'universel. Il est un truisme de penser que la démocratie est le pouvoir du peuple. Par peuple, on entend véritablement une unité d'hommes dans la diversité, dans la différence mais qui partagent des réalités communes. Seul le partage des aspirations sociales et politiques permet aux hommes de former légitimement un peuple républicain. Les appartenances ethniques et religieuses s'effacent devant l'idéal du peuple. Les vertus républicaines comme l'amour de la patrie permettent à chaque peuple de revendiquer avec enthousiasme l'attachement à la mère patrie. Il n'y a pas de citoyenneté sincère sans attachement à l'idéal de peuple. Les disparités et les identités particulières doivent être au service du peuple républicain. La revendication de l'appartenance ethnique n'est pas synonyme de peuple. La fierté nationale se vivifie par l'union sacrée des hommes, ce qui est favorable à la mise en place de l'idéal de peuple républicain. Avant de prétendre à la citoyenneté, les hommes doivent cultiver le sentiment de vivre en peuple souverain. La souveraineté confère au peuple le droit de disposer de lui-même, de se sentir dans la possibilité de s'autogouverner à travers un idéal commun qui suppose la disparition des volontés particulières pour réaliser un idéal commun. Pour toutes ces raisons évoquées, il nous

semble opportun d'interroger la question de nature du peuple, les conditions de la réalisation de l'idéal de peuple et les obstacles à son effectivité. Le peuple n'est-il pas une simple construction politique ou une illusion ? En quoi la manipulation du peuple entraîne-t-elle la déflagration du pouvoir politique ? La démocratie ne devient-elle pas la fin du pouvoir du peuple. ?

1. La nature du concept de peuple et ses origines

Le peuple renvoie à un groupe humain rassemblé sous les mêmes lois sans distinction de classes ni d'appartenance ethnique. L'idée de peuple permet de créer des interactions entre les hommes. Nous ne pouvons pas dissocier la république de la démocratie. Le peuple constitue le fond abyssal de toute démocratie et de toute république. Le peuple représente également l'essence de la nation. C'est le peuple qui fonde la République et l'État démocratique. Les réflexions philosophiques sur la notion de peuple remontent à une tradition gréco-romaine, à la philosophie moderne du dix-huitième siècle car les travaux sur le concept de peuple chez les auteurs de cette époque sont nombreux. Le concept de peuple en philosophie politique trouve ses origines dans la démocratie athénienne. Le peuple dans la démocratie athénienne semble désigner les citoyens grecs libres qui participaient aux affaires de la cité. Le concept avait ensuite connu des évolutions et des révolutions, si les grecs par le truchement de la démocratie athénienne ont inventé le pouvoir du peuple (*démocratia*), la Rome antique a fondé la République, le bien public (*respublica*). La philosophie politique moderne accomplissait une rupture qui visait l'autonomie du peuple, sa souveraineté à se gouverner lui-même. C'est à partir du XVIII^{ème} siècle qu'une grande partie de l'Europe était dominée par des régimes autoritaires où la monarchie absolue dans laquelle le peuple est exclu de la gestion des affaires de l'État. C'est face à cette situation que naissent les idées des philosophes de Lumières qui combattaient l'obscurantisme religieux et le pouvoir de la féodalité. En effet, le *demos* qualifiait le peuple qui composait la cité ou la *polis* qui est une entité politique propre à la civilisation grecque archaïque et classique du VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ, liant une communauté humaine à un territoire

déterminé. Le *démós* est une communauté d'hommes libres à laquelle on soustrait les femmes, les enfants, les étrangers. Le peuple revoit donc aux citoyens capables de gouverner et de gérer les affaires publiques. Cette exclusion suppose que les femmes et les étrangers ne composent pas le peuple grec. Le peuple dans la conception grecque de l'antiquité est lié nécessairement à l'idée de la liberté des hommes, à l'exercice du pouvoir souverain. Seuls les citoyens capables de participer aux délibérations publiques font partie du peuple. Être peuple impliquait la capacité et le droit de participer activement à la gestion des affaires publiques, mais il s'agit essentiellement des citoyens actifs. C'est seulement dans un régime démocratique que les citoyens forment un peuple. À ce propos, Aristote disait à juste titre que (1999, p. 208) « C'est pourquoi le citoyen tel que nous l'avons défini existe surtout en démocratie ; dans les autres régimes, il peut aussi se rencontrer mais pas nécessairement. Car dans certains régimes il n'y a pas de peuple (...) » Le peuple d'Athènes est constitué des citoyens qui participent tous à la politique de leur cité lors des assemblées à l'Agora où ils décident de la gestion des affaires de cette cité. Le *démós* ne qualifiait pas l'ensemble des peuples grecs, mais cette condition excluait les femmes, les enfants, les métèques (étrangers résidants à Athènes) et les esclaves. En réalité, la citoyenneté n'est pas accordée à tous les membres de la cité grecque. C'est le statut civique des hommes qui détermine le peuple. La vie dans la cité ne conditionne pas l'appartenance au peuple. La démocratie semble être un gouvernement des pauvres. C'est dans ce sens que Platon soutenait (2004, p. 436) : « Le peuple constitue le troisième groupe, tous ceux qui sont travailleurs de leur métier et ne s'occupent pas des affaires publiques ; ils ne possèdent pas des biens considérables. C'est le groupe le plus nombreux et le plus puissant dans la démocratie quand il se rassemble. » Pour lui, le peuple fait partie d'un groupe particulier de la cité idéale. Il s'agit essentiellement de la masse des citoyens non nobles et souvent pauvres. Cette catégorie se caractérise par ceux qui travaillent à la main et qui s'adonnent aux activités manuelles. Hormis la classe de guerriers, la classe de philosophes,

l'équilibre de la cité réside dans l'existence de la classe des travailleurs. Platon avait montré son aversion pour le travail manuel qui est réservé à une catégorie précise. L'idée du peuple chez Platon est caractérisée par sa fonction dans la cité idéale. Le peuple pour Platon renvoie au maillon faible de la cité idéale, il est la partie de la cité que les sophistes peuvent aisément manipuler. Les gouvernants trompent le peuple en lui faisant croire qu'il se gouverne lui-même. Platon ne considère pas la démocratie comme un bon régime politique à cause son caractère démagogique. Cette situation galvanise Platon dans sa position selon laquelle le peuple est incapable de gouverner. Ce qui laisse croire que la démocratie est le plus mauvais des gouvernements civils. La démocratie est un régime tyrannique dont le pouvoir est exercé au nom du peuple, qui est un concept vide de sens puisqu'il ne qualifie personne véritablement. Aristote s'adonne à une distinction de peuple et des autres membres de la cité. Ce ne sont pas justement tous les membres de la cité qu'on peut légitimement appelés peuple. Pour Aristote (1999, p.292) : « Il y a plusieurs espèces de peuple comme ceux qu'on appelle les notables. Des espèces de peuple, par exemple, l'une est celle des paysans, une autre celle des gens de métiers, une autre l'espèce commerçante qui passe son temps à acheter et à vendre, une autre celle des gens de mer ». L'auteur de *Politiques*, envisage une distinction catégorielle du peuple des autres réalités humaines de la société à partir de l'appartenance à des classes sociales bien différentes. Il s'agit du peuple comme la catégorie des travailleurs et les autres qui gèrent les affaires de la cité. En clair, la cité se compose de ceux qui travaillent pour survivre et ceux qui vivent sans travailler. D'un côté il y a le peuple composé des pauvres sans aucun revenu que la force du travail à savoir les paysans, les autres ceux qui ont situation confortable dans la cité à savoir les riches. Il y a manifestement un fossé entre le peuple que compose les pauvres et les nobles qui constituent les notables et qui profitent du confort que leur confère la richesse. Le peuple est donc une foule ignorante en manque de vertu qui n'est pas prédestinée à gouverner et les nobles qui incarnent la vertu et la bonne éducation, qui sont destinés naturellement à

gouverner les pauvres paysans ou le peuple. La partie la plus pauvre de la cité forme nécessairement le peuple. Il est donc une indignité pour les grecs libres d'être gouvernés par des paysans pauvres et ignorants. Le vice d'un régime démocratique réside dans l'idée que ce n'est pas le peuple lui-même qui gouverne mais les autres gouvernent en son nom. Le peuple doit être souverain ainsi qu'il soit capable de se doter de sa propre loi. Le rôle du législateur est de légiférer une loi pour le peuple. C'est ainsi que Rousseau souligne en substance que (2001, p.82) : « la souveraineté n'étant que l'exercice de la volonté générale ne peut jamais s'aliéner, et que le souverain, qui n'est qu'être collectif ne peut être représenté que par lui-même, le pouvoir peut bien se transmettre, mais non pas la volonté. » Par ce propos, Rousseau refuse l'idée de la représentation de la volonté d'un peuple, il doit tout faire par lui-même. Dans une démocratie le peuple est donc pauvre et mal éduqué. La démocratie est un système qui repose sur la représentation du peuple qui constitue une sorte d'usurpation de la volonté générale. Dans la Rome antique, le concept de peuple est lié à la *Res publica* qui renvoie à ce qui appartient au peuple. Platon et Aristote qui ont jeté les bases d'une réflexion philosophique sur le concept de peuple dans son rapport avec la démocratie. C'est avec ses expériences d'homme d'État que Cicéron tente de concilier les exigences de la pratique politique et les conceptions philosophiques. Dans la *République*, il développe le concept de peuple. La République se définit comme appartenant au peuple. Il définit le peuple comme : (1994, p. 35) : « Un peuple n'est pas un rassemblement quelconque de gens réunis n'importe comment ; c'est le rassemblement d'une multitude d'individus, qui se sont associés en vertu d'un accord sur le droit et d'une communauté d'intérêts ». Le peuple se constitue selon le droit qui règle les liens entre les hommes. Il n'y a pas de peuple là où il n'y a pas un principe de droit. C'est le droit qui détermine la possibilité d'une vie entre les hommes. Il rend possible l'existence d'un peuple. Dans la logique de Cicéron, le peuple désigne l'ensemble de ceux qui ont le droit de participer aux délibérations. Ceux qui ont le droit de gérer les affaires de l'État. Le peuple signifie la catégorie de ceux sont nombreux et

ignorants. Il est donc la masse populaire, le groupe des plus pauvres. Le peuple peut désigner la plèbe qui renvoie aux citoyens pauvres qui peuvent être manipulés par les démagogues. Les grecs et romains ont le mérite de donner un statut philosophique au concept du peuple à travers le *démos* et *res publica*.

Aussi, la notion de peuple était aussi au centre des spéculations philosophiques des philosophes modernes. Selon la conception de Montesquieu, la société a plusieurs composantes. Il souligne que (1995, p.27) ; « Dans l'État populaire, on divise le peuple en de certaines classes ». Il met à la tête de cette société les nobles qui ont des privilèges et qui doivent être associés à la gestion de l'État. Les prérogatives des nobles permettent à la noblesse d'assister le Roi dans la gestion des affaires publiques. Le peuple renvoie à ceux qui n'appartiennent pas à la noblesse, la masse populaire dépourvue d'éducation et de possibilité d'acquisition des connaissances. L'esprit de Lumières s'inscrit dans une logique d'émancipation des peuples. Ces philosophes de Lumières tentent de pousser les hommes à se soustraire de la dénomination de la féodalité, des faux savoirs et des fausses croyances. Cette philosophie de lumière est un mouvement d'émancipation de la raison pour que les peuples puissent vivre sans tuteur en obéissant à leur entendement et aux lois qu'ils se sont librement données. Cette situation confère aux différents peuples une idée de prise de conscience. L'esprit de classes caractérisait la période moderne. Il y a donc d'un côté le peuple et de l'autre la classe bourgeoise qui détenait le pouvoir de manière absolue. Dans la perspective de Montesquieu, le peuple renvoie à une communauté des humains qui vivaient ensemble. Le peuple renvoie de ce fait à la nation.

La lecture de la pensée du philosophe de Bordeaux permet de comprendre que le terme peuple revêt deux acception. Il a un sens juridique et un sens politique. Il s'agit d'une société humaine régie par le droit, où les hommes entretiennent entre eux des interactions et qui partagent les mêmes intérêts. Toute communauté des hommes a besoin des lois pour bien s'organiser. Ce sont les lois qui donnent un fondement à la vie en société. Le peuple est une société politique

ou un corps politique régi par des lois. C'est la prééminence des lois qui permet de distinguer les hommes qui vivent naturellement et ceux qui vivent en société. Montesquieu soutenait (1995, p.322.) : « Comme les hommes ont renoncé à leur indépendance naturelle pour vivre sous des lois politiques, ils ont renoncé à la communauté naturelle des biens pour vivre sous des lois civiles. ». Le peuple est donc une société régie par des lois positives. Montesquieu est proche de la théorie contractuelle de la conception de la société. Cette thèse est abordée par Rousseau qui précise les conditions par lesquelles un peuple peut devenir un peuple souverain. Il s'agit pour lui de préciser que, c'est par la suite d'un contrat que les hommes se constituent en société politique ou forment un peuple. Pour lui (2001, p.55) : « Avant donc d'examiner l'acte par lequel un peuple élit un roi, il serait bon d'examine l'acte par lequel un peuple est un peuple. Car cet acte étant nécessairement antérieur à l'autre est le vrai fondement de la société » En termes clairs, supposer l'existence d'un peuple, c'est admettre l'existence d'un contrat qui permet aux hommes de former une association politique. Le droit de gouverner les hommes émane de la volonté générale. C'est la possibilité de la gestion du pouvoir politique qui donne à chaque gouvernement sa nature. C'est la souveraineté du peuple qui détermine chaque gouvernement. Une partie du peuple peut détenir la souveraineté, l'ensemble ou encore un seul. Montesquieu pense que (1995, p. 26) : « Lorsque, dans la république, le peuple en corps a la souveraine puissance, c'est une démocratie. Lorsque la souveraine puissance est entre les mains d'une partie du peuple, cela s'appelle une aristocratie ». La particularité de la démocratie réside dans le fait que le peuple ou la grande majorité du peuple est souverain. Il en est ainsi, car il a l'initiative des lois. Le peuple est souverain par l'acte de se doter des lois. Pour Montesquieu (1995, p. 26) : « Le peuple, dans la démocratie est, à certains égards le monarque ; à certains autres, il est le sujet. Il ne peut être monarque que par ses suffrages qui sont ses volontés. La volonté du souverain est le souverain lui-même ». La démocratie semble être un gouvernement qui repose sur le libre pouvoir que les hommes ont de se gouverner eux-mêmes. Dans un régime démocratique, le peuple

est monarque, il élit ses propres magistrats qui prennent des décisions à sa place, mais il est aussi sujet, car il doit obéir à ses représentants. Le peuple est monarque grâce à ses suffrages qui doivent exprimer la volonté populaire. Il s'avère indispensable pour le peuple de choisir ses représentants. Il rétorqua par-là que (1995, p. 27) : « Le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité ». Dans une démocratie, la souveraineté doit être divisée entre le peuple et ses représentants élus. Toute représentation qui ne porte pas la marque de la volonté du peuple n'a aucune légitimité. On peut légitimement soutenir que la démocratie n'est pas forcément le pouvoir du peuple.

2. Le peuple comme illusion dans une démocratie

La démocratie moderne subit malheureusement beaucoup de critiques. Elle a des détracteurs qui refusent qu'elle soit un gouvernement représentatif. Les démocraties modernes et contemporaines appelons-les ainsi puisqu'il y a autant de systèmes démocratiques que des démocraties véritables, sous des formes déviées du pouvoir. Chaque peuple pense se gouverner démocratiquement en faisant fi des principes démocratiques que constitue le respect des droits humains. Chaque régime qui a des représentants peut se nommer ironiquement démocratie. C'est pourquoi les démocraties s'érigent en démagogie, puisque le concept de peuple est utilisé comme un alibi. Même le plus tyrannique des gouvernements peut prétendre être une démocratie. C'est seulement dans une démocratie que la souveraineté est divisée entre le peuple et ses représentants. C'est ce que souligne Rousseau (2001, p.39) : « Le souverain peut, en premier lieu, commettre le dépôt du gouvernement à tout le peuple ou à la plus grande partie du peuple, en sorte qu'il y ait plus de citoyens magistrats que de citoyens simples particuliers. On donne à cette forme de gouvernement le nom de démocratie ». La particularité d'un gouvernement démocratique réside dans l'idée que la souveraineté est partagée entre les citoyens. Elle est aussi une aspiration du peuple, un droit de chaque citoyen qui doit le conduire vers la liberté et le sentiment d'égalité. Mais, elle est un mode de gouvernement qui est très difficile de mettre en place

de manière effective. La démocratie pose problème dans sa mise en place, sa mise en œuvre effective peut paraître un leurre. Depuis l'antiquité, Aristote a émis des réserves sur la réalisation de la liberté dans un système démocratique, c'est pourquoi il disait que (2008, p.109.) : « Dans la démocratie, la liberté doit être supposée, car il est généralement admis qu'aucun homme n'est libre sous quelque forme de gouvernement que ce soit ». La démocratie n'est pas véritablement le pouvoir du peuple, elle ne favorise nullement la liberté des individus. La démocratie est un gouvernement dans lequel la multitude des hommes libres et pauvres sont souverains, prennent des décisions au nom du principe de la majorité. Pour Rousseau un gouvernement démocratique n'existe pas. Elle est pratiquement irréalisable dans du *Contrat social* (2001, p.41) : « À prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie, et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné ». Elle est une contradiction dans les termes que la majorité gouverne la minorité. Pour lui (2001, p.41) : « On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques, et l'on voit aisément qu'il ne saurait établir pour cela des commissions, sans que la forme de l'administration change ». Dans son sens véritable, la démocratie n'est qu'une illusion de gouvernement populaire. Il faut nécessairement un peuple excellemment vertueux, moralement irréprochable et humainement divin pour réaliser l'idéal démocratique. C'est dans ce sens que J.J. Rousseau divinise tout peuple qui prétend se gouverner démocratiquement. Il sanctifie la démocratie en disant (2001, p.41) : « S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes ». Autrement dit, la démocratie sous cette forme n'a jamais existé et n'existera jamais. Elle n'est qu'un idéal qui ne convient à aucun peuple sur terre. Un gouvernement représentatif n'est pas l'apanage du peuple souverain. La démocratie représentative n'est pas forcément un modèle efficace de gouvernance. Pour Rousseau la souveraineté ne se délègue pas. Il souligne à juste titre que (2001, p.134) : « La souveraineté ne peut être représentée,

par la même raison qu'elle peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point : elle est la même, ou elle est autre ; il n'y a point de milieu. » La souveraineté ne peut pas être représentée par les élus. Selon lui (2001, p.134) : « Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. » Aucun peuple ne peut se satisfaire des décisions de ses représentations. C'est pourquoi le peuple n'est pas toujours d'accord avec certaines décisions de ses élus. Certaines lois sont souvent contestées par le peuple qui les considère comme injustes ou tyranniques. Rousseau montre que les représentants du peuple ne doivent pas absolument avoir l'initiative de la loi sans l'accord du peuple. Pour lui (2001, p.134) « Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi. Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort ; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien ». La démocratie est plus théorique que pratique, car l'idée de représentation n'est pas d'inspiration démocratique. La représentation est une idée qui n'est pas démocratique, elle n'est qu'un complot contre le peuple entre la noblesse et le pouvoir féodal. Rousseau affirme (2001, p.134) : « L'idée des représentants est moderne : elle nous vient du gouvernement féodal, de cet inique et absurde gouvernement dans lequel l'espèce humaine est dégradée, et où le nom d'homme est en déshonneur ». Dans les autres régimes, jamais le peuple n'eut des représentants. Cette idée est contraire au pouvoir du peuple. Le principe de représentation infantilise le peuple. C'est dans le même esprit J. Rancière que le système de représentation est une usurpation de la souveraineté du peuple. Selon lui (2011, p.61) : « La volonté générale ne se divise pas et les députés ne représentent que la nation en général. La « démocratie représentative » peut sembler aujourd'hui un pléonasme ». De nos jours, la démocratie représentative est un régime qui ne répond pas aux aspirations du peuple. Elle n'est qu'une illusion de la liberté des hommes. Il faut clairement noter qu'il n'y a pas de représentation du peuple en démocratie, c'est une démagogie.

Un peuple peut être bon plein de vertu mais que ses représentants sont vicieux. La démocratie est une tyrannie de la majorité. La démocratie instrumentalise les hommes. L'individu est utilisé comme moyen d'enrichissement. La démocratie a permis de réduire l'individu à une dimension essentiellement économique en mettant de côté sa dimension sociale, politique et culturelle. Pour D. Rousseau (2015, p.11) : « Le capitalisme écrase l'individu et les marchés imposent leurs lois aux politiques et aux citoyens ». Le système démocratique se trouve pris en otage par un système économique qui utilise les citoyens comme moyens et l'argent comme une fin. L'idéal démocratique continue de nourrir les espoirs d'une illusion de liberté et de la réalisation des droits du peuple. C'est au vu de cet idéal, que la démocratie serait en tout état de cause le meilleur modèle de gouvernance. C'est la raison pour laquelle toutes les sociétés se réclament démocratiques. C'est ainsi qu'il y a un engouement pour tous les peuples de se démocratiser. Malheureusement, la démocratie est aussi susceptible de corruption du peuple. C'est ainsi que l'observateur et penseur politique en l'occurrence Alexis de Tocqueville souligne la corruption et des vices des gouvernants dans la démocratie et les effets qui résultent sur la moralité publique. Il montre que la démocratie porte en elle-même la corruption. Les démocrates arrivent au pouvoir pauvres et se lancent dans la recherche des richesses. Ainsi dit-il (2002, p. 52) : « Dans les démocraties, les hommes d'État sont pauvres et ont leur fortune à faire ». Les intentions des démocrates demeurent la recherche du profit. Les gouvernants une fois au pouvoir deviennent corruptibles et corrompus. La démocratie se caractérise par la corruption et l'immoralité. La démocratie n'est qu'une passoire des intérêts privés. A. Tocqueville disait (2002, p.52) : « Dans la démocratie, les simples citoyens voient un homme qui sort de leurs rangs et qui parvient en peu d'années à la richesse et à la puissance ; ce spectacle excite leur surprise et leur envie ; ils recherchent comment celui qui était hier leur égal est aujourd'hui revêtu du droit de les diriger ». La démocratie est par nature un gouvernement corrompu. Les démocrates contemporains ont des vices à savoir ; la corruption des gouvernants,

la course aux richesses, le favoritisme, l'esprit de grandeur et l'air de noblesse, la culture de l'autocratie, l'esprit de clan ou l'oligarchique. Si cet idéal n'est pas atteint, et que ces gouvernants se servent et négligent le peuple, alors, la démocratie est déviée de son objectif. La démocratie moderne octroie aux citoyens la liberté de choisir leurs dirigeants. C'est dans la liberté de voter que réside la corruption de la démocratie qui passe par la mise en place d'une majorité qui écrase la minorité. C'est ce qui fait dire à H. Arendt que (2018, p.12) : « Une démocratie gouvernée selon les décisions de la majorité, mais où la loi ne fait pas contrepoids, est aussi despotique qu'autocratie ». La démocratie porte en elle-même les germes d'une inégalité entre le peuple. Depuis les origines, la démocratie jouissait des préjugés défavorables que Rancière nomme la haine de la démocratie. C'est justement la raison pour laquelle il souligne que (2011, p.7) : « la haine de la démocratie n'est certes pas une nouveauté. Elle est aussi vieille que la démocratie pour une simple raison : le mot lui-même est l'expression d'une haine ». Les partisans de la démocratie reconnaissent qu'elle est difficile à mettre en place. Ils parlent eux-mêmes de la démocratie comme d'un gouvernement qui ne peut pas être réalisée par aucune société au monde. La démocratie semble être une forme de gouvernement contraire aux aspirations des peuples. Elle est une forme de gouvernement pervertie par les cultures des peuples. Pour Rancière (2011, p.9) : « La démocratie pour eux n'est pas une forme de gouvernement corrompue, c'est une crise de la civilisation qui affecte la société et l'État à travers elle ». Les revendications populaires de par le monde montrent clairement que la démocratie est un gouvernement vicieux. Paradoxalement, la démocratie se maintient par des contestations, par des mouvements de rue. C'est la raison pour laquelle Kaufmann souligne (2019, p.7) : « Nous ne vivons rien de moins que la fin d'une civilisation. », puisque selon lui (2019, p.8) : « La contre-révolution antidémocratique est en marche ». Il faut selon lui dévisager la réalité du monde, la haine et la violence qui se déchainent. Il fonde l'espoir d'un lendemain meilleur. Il y a une lueur d'espoir selon lui (2019, p.10) : « La fin d'un monde ne signifie pas la fin du monde, et il faut espérer

que quelque chose de nouveau pourra naître ». Kaufmann insiste fortement sur l'antagonisme entre la République qui incarne l'État sacralisé et la démocratie qui naît des atteintes. Les droits de l'homme sont essentiels pour la justice et la démocratie. D. Rousseau montre que les droits de l'homme sont créateurs du citoyen démocratique. Pour lui (2022, p.11) : « Tous les systèmes ont pour référence le peuple, les régimes démocratiques comme les régimes totalitaires. Ce qui caractérise et différencie le peuple de la démocratie continue c'est qu'il est une réalité construite par les droits de l'homme ». Il montre que le concept de peuple dans la démocratie n'est qu'une construction. Selon lui (2022, p.11) : « Le peuple de la démocratie, en effet n'est ni une donnée immédiate de la conscience ni une donnée naturelle ; il n'est pas une réalité objective, présent à lui-même, capable de se comprendre comme tel. » Le peuple est une idée qui profite aux gouvernants. C'est pour cette raison qu'il ajoute (2022, p.11) : « Le peuple est une création artificielle très précisément, il est créé par le droit et, plus précisément encore par la constitution ». Le peuple dans une démocratie se définit et se construit par les droits. C'est ainsi chaque individu est investi des droits reconnus par la constitution. Pour D. Rousseau (2022, p.12) : « Le peuple n'est pas seulement une association d'individus, il est une association politique et c'est le génie de la constitution que de transformer une association primaire d'individus en association politique des citoyens ». C'est la constitution qui définit l'essence du peuple. Les peuples africains à un moment de leur histoire ont accepté de se gouverner démocratiquement. Pour le cas de l'Afrique, il est facile de distinguer le concept de démocratie de la pratique démocratique. Il faut que l'Afrique soit en mesure de trouver un mode de gouvernance plus adapté aux valeurs, aux cultures et aux mœurs de son peuple. C'est pourquoi elle peine à s'enraciner dans les valeurs du peuple africain. Dans la démocratie la valeur du peuple est insignifiante, c'est l'économie qui permet de donner un sens à la démocratie. Le libéralisme politique et économique est le tremplin de la démocratie libérale. Elle soustrait l'autonomie et la souveraineté du peuple.

Conclusion

Il était question tout au long de cette étude d'interroger la nature du concept du peuple dans une démocratie. Ce concept est très controversé. Toute l'histoire de la philosophie politique est marquée par des spéculations sur la souveraineté, la manière de gérer le pouvoir politique. C'est pourquoi la démocratie trouve sa raison d'être dans la souveraineté du peuple. À ses origines grecques et romaines, le peuple désigne ceux qui participent à la gestion des affaires publiques. Dans la démocratie athénienne, le peuple en corps s'assemblait pour assister aux délibérations publiques au bonheur de la cité. Dans la conception romaine de l'antiquité, la république désignait ce qui appartient au peuple souverain. C'est le principe de droit qui permet aux hommes de se constituer en peuple. C'est avec les philosophes modernes qui ont posé le problème de l'émancipation du peuple. Avec les mouvements révolutionnaires et idéologiques, le peuple prend conscience de la nécessité de se gouverner lui-même pour mettre fin aux pouvoirs des rois tout-puissants. Les révolutions ont permis au peuple de mettre en place des mécanismes d'accession au pouvoir politique. C'est ainsi que les modes de désignation des gouvernants passent par les élections, ce qui lui confère le droit de se choisir les dirigeants. Ce qui fait suite à la mise des démocraties populaires. Dans les démocraties libérales, la valeur du peuple est négligée au profit de l'économie. Le peuple de la « démocratie continue » se construit et se définit donc par les droits que la constitution énonce au profit de l'humanité. Les systèmes démocratiques ne sont que régimes totalitaires qui violent les droits humains. À l'époque contemporaine, la démocratie est une valeur universelle qui incarne la volonté populaire. L'espace public universel offre au peuple la possibilité de revendiquer plus des droits. Tout peuple ne peut être peuple que s'il est souverain. La démocratie est faite pour le bonheur de peuple, et non le peuple pour la démocratie.

Bibliographie

ARENDETT Hannah, 2018, (1954) *La nature du totalitarisme*, Trad. Michelle-Irène Brudny, édition Payot. Paris.

ARISTOTE, 1999, *Les Politiques*, traduction et présentation de Pierre Pellegrin, Paris, Flammarion,

ARISTOTE, 2008 *Politique*, Librairie philosophique de l'Adelphi, Paris, <http://docteurangelique.free.fr>

CICÉRON, 1994, *La République*, préface de Bernard Besnier, traduction d'Esther Bréquet et d'Albert Yon, Paris, Gallimard, coll. « Tel »

DE TOCQUEVILLE Alexis, 2002, *De la démocratie en Amérique*, Edition électronique réalisée avec les traitements des textes. Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>. Le 21 février 2002

FINLEY Moses 2003, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Payot (édition numérique 2012). Trad. Monique Alexandre

HOBBS Thomas, 1971, *Leviathan*, F. Tricaud, Sirey, Paris.

KAUFMANN Jean-Claude, 2019, *La fin de la démocratie*, Apogée et déclin d'une civilisation, Paris, Éditions Les liens qui Libèrent.

MONTESQUIEU Charles. 1995, *De l'Esprit de lois*. Édition établie par Laurent Versini, Paris, Éditions Gallimard. [Http://www.uqac.quebec.ca/zone30](http://www.uqac.quebec.ca/zone30)

MOSSÉ Claude, 2013, *Regards sur la démocratie athénienne*, Perrin, Paris

PLATON, 2004, *La République*, 564c-565a, traduction et présentation de Georges Leroux, deuxième édition corrigée, Paris, Flammarion,

RANCIÈRE Jacques ,2011, *La haine de la démocratie*, France, Floch à Mayenne

ROUSSEAU Dominique, 2015, *Radicaliser la démocratie*, Seuil, Paris

ROUSSEAU Dominique, 2022, *Six thèses pour la démocratie continue*, Éditions Odile Jacob, Paris. ISBN : 978-2-7381-4999-2
Document numérique réalisé par Nord Compo.

ROUSSEAU Jean-Jacques, 2001, *Du contrat social*, Garnier Flammarion.